**DWS Investment GmbH
60612 Francfort-sur-le-Main**

Aux porteurs de parts du fonds d'OPCVM

DWS Global Emerging Markets Equities (ISIN : DE0009773010)

Nous envisageons de procéder aux modifications suivantes des Conditions spécifiques de placement avec l'autorisation de l'autorité allemande de surveillance financière (BaFin) pour le fonds commun de placement OPCVM susmentionné :

« Le fonds commun de placement OPCVM susmentionné désigne un fonds nourricier au sens de l'article 1, alinéa 19, point 11 du code KAGB (« fonds nourricier »). Le fonds maître au sens de l'article 1, alinéa 19, point 12 du KAGB est le fonds DWS Invest ESG Global Emerging Markets Equities géré par la société DWS Investment S.A. (« fonds maître »). Suite à la mise à jour de la méthodologie d'évaluation ESG pour le fonds maître, les approches d'évaluation ESG dans les Conditions spécifiques de placement ainsi que les informations précontractuelles pour le fonds commun de placement OPCVM susmentionné sont adaptées. La société continue, sans changement, de promouvoir des caractéristiques environnementales et sociales, ou une combinaison de ces caractéristiques, et fait rapport pour le fonds nourricier conformément à l'article 8, alinéa 1, du règlement sur la publication d'informations.

En outre, quelques adaptations rédactionnelles sont apportées.

Les approches d'évaluation ESG de l'article 26 des Conditions spécifiques de placement seront à l'avenir formulées comme suit :

"§ 26 Limites de placement

1. (...)

Au moins 80 % de la valeur du fonds maître sera investie dans des actifs présentant des caractéristiques environnementales et sociales par le biais d'une prise en compte générale des critères ESG (ESG pour Environmental, Social and Governance (en français correspondant à environnemental, social et gouvernance)).

La gestion de portefeuille du fonds maître vise à atteindre les caractéristiques environnementales et sociales annoncées en évaluant les investissements potentiels, indépendamment de leurs perspectives de réussite économique, à l'aide d'une méthodologie d'évaluation ESG propre à l'entreprise et en appliquant des critères d'exclusion sur cette base.

La méthodologie d'évaluation ESG repose sur un programme de traitement des données qui utilise les données d'un ou plusieurs fournisseurs de données ESG, des sources publiques et/ou des évaluations internes afin de déterminer des évaluations globales dérivées.

Le programme de traitement des données utilise différentes approches d'évaluation et/ou des seuils de chiffre d'affaires pour déterminer si les actifs peuvent être utilisés pour répondre à des caractéristiques environnementales ou sociales et si les entreprises dans lesquelles l'investissement est réalisé appliquent des pratiques de bonne gouvernance. Dans certaines approches d'évaluation, les émetteurs reçoivent chacun l'une des six notes possibles sur une échelle de lettres allant de « A » (note la plus élevée) à « F » (note la plus basse).

Le programme de traitement des données utilise entre autres :

Exclusions par rapport à l'indice de référence de Paris (Paris-Aligned Benchmark (PAB)) visées à l'article 12, alinéa 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818 (« exclusions PAB »)

Pour le fonds maître, les sociétés qui ne respectent pas les exclusions PAB sont exclues.

Évaluation des controverses sur les normes

L'évaluation des controverses sur les normes consiste à évaluer le comportement des entreprises par rapport au respect des normes et principes généralement reconnus en matière de conduite responsable des affaires, notamment en ce qui concerne les principes du Pacte mondial des Nations unies, les Principes directeurs des Nations unies, les normes de l'Organisation internationale du travail et les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

Les entreprises qui ont une évaluation de F dans l'approche d'évaluation Controverses de normes sont exclues.

Évaluation de la qualité ESG

L'évaluation de la qualité ESG fait la distinction entre les émetteurs privés et les émetteurs souverains.

Pour les entreprises, une évaluation relative est effectuée par rapport à leur groupe de référence (comparaison avec un groupe de pairs) sur la base d'une évaluation ESG globale, par exemple en ce qui concerne la gestion des changements environnementaux, la sécurité des produits, la gestion des collaborateurs ou l'éthique d'entreprise. Le groupe de comparaison est constitué d'entreprises du même secteur économique. Les entreprises les mieux évaluées par comparaison obtiennent une meilleure note, tandis que les entreprises les moins bien évaluées dans la comparaison obtiennent une moins bonne note. Les entreprises dont l'évaluation est F sont exclues.

Les émetteurs souverains sont évalués par rapport à leur groupe de référence sur la base de critères environnementaux et sociaux et d'indicateurs de bonne gouvernance, tels que la nature et l'organisation du système politique, l'existence d'institutions d'État de droit et l'État de droit lui-même.

Les États dont la note est F sont exclus.

Statut de Freedom House

Freedom House est une organisation non gouvernementale internationale qui classe les pays en fonction de leur degré de liberté politique et de leurs droits civils. Sur la base du statut Freedom House, les États considérés comme « non libres » sont exclus.

Évaluation d'exclusion en lien avec les secteurs controversés

Les entreprises actives dans certains secteurs économiques et participant à des activités commerciales dans des domaines controversés ("secteurs controversés») sont exclues en fonction de la part de leur chiffre d'affaires total réalisée dans les secteurs controversés, comme suit :

- Fabrication de produits et / ou prestation de services dans l'industrie de l'armement : 5 % ou plus,
- Production et / ou distribution d'armes de poing ou de munitions civiles : 5 % ou plus,
- Fabrication de produits et / ou fourniture de services pour l'industrie du jeu : 5 % ou plus,
- Production de divertissements pour adultes : 5 % ou plus,
- Production d'huile de palme : 5 % ou plus,
- Production d'électricité d'origine nucléaire, et / ou extraction d'uranium et / ou enrichissement d'uranium : 5 % ou plus,
- Production non conventionnelle de pétrole brut et / ou de gaz naturel (y compris sables bitumineux, schistes bitumineux / gaz de schiste, forages dans l'Arctique) : Plus de 0 %,
- Les entreprises dont 25 % ou plus du chiffre d'affaires provient de l'extraction de charbon thermique et de la production d'énergie à base de charbon, ainsi que les entreprises ayant des projets d'expansion dans le domaine du charbon thermique, telles que l'extraction, la production ou l'utilisation supplémentaire de charbon. Les entreprises ayant des projets d'expansion dans le domaine du charbon pour centrales électriques sont exclues sur la base

d'une méthode d'identification interne.

Sont également exclues les entreprises impliquées dans la production ou la distribution d'armes nucléaires ou de composants clés d'armes nucléaires. Les participations au sein d'une structure de groupe peuvent être prises en compte.

Évaluation de l'exclusion du secteur « armes controversées »

Les entreprises sont exclues si elles sont identifiées comme étant impliquées dans la fabrication ou la distribution d'armes controversées ou de composants clés d'armes controversées ou dans d'autres activités commerciales connexes (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques et biologiques, armes à laser aveuglantes, armes à munitions à fragmentation non détectables, armes/munitions à uranium appauvri et/ou armes incendiaires au phosphore blanc). En outre, les rapports de participation au sein d'une structure de groupe peuvent être pris en compte en matière d'exclusion.

Évaluation des obligations avec utilisation du produit

Un placement en obligations avec affectation du produit n'est autorisé que si des conditions particulières sont remplies. À cet effet, la conformité de l'obligation avec les normes Climate Bonds Standards, des normes sectorielles comparables telles que les principes ICMA (International Capital Market Association) applicables aux obligations vertes (Green Bonds), aux obligations sociales (Social Bonds) ou aux obligations durables (Sustainability Bonds) ou les normes EU Green Bond Standards est vérifiée, et il est également vérifié si les obligations ont fait l'objet d'un contrôle indépendant et si les émetteurs ont été soumis à un contrôle.

Évaluation des parts d'investissement

Les parts d'investissement sont évaluées afin de déterminer si elles sont conformes aux exclusions PAB (à compter du 21 mai 2025) et à la classification de Freedom House (le cas échéant). Les fonds cibles peuvent être investis dans des actifs qui ne sont pas conformes aux critères ESG applicables aux émetteurs.

Les produits dérivés et les avoirs bancaires ne sont pas évalués au moyen de la méthode d'évaluation ESG.

Jusqu'à 20 % de la valeur du fonds maître peut être investie dans tous les actifs éligibles qui ne sont pas évalués par la méthodologie d'évaluation ESG ou pour lesquels il n'existe pas de couverture complète des données ESG.

Toutefois, une couverture complète des données ESG est nécessaire pour évaluer les exclusions PAB ainsi que pour évaluer les entreprises au regard des pratiques de bonne gouvernance.

Dans le cadre de l'investissement du fonds maître dans des actifs répondant aux critères ESG, tel que décrit ci-dessus, au moins 3 % de la valeur du fonds maître seront investis dans des investissements durables tels que définis à l'article 2, paragraphe 17, du règlement sur la divulgation.

Grâce à l'investissement du fonds nourricier dans le fonds maître, au moins 2 % de la valeur du fonds nourricier sont investis dans des investissements durables tels que définis à l'article 2, alinéa 17, du règlement sur la publication d'informations.

La gestion de portefeuille du fonds maître tient compte, par le biais de la stratégie d'exclusion des actifs du fonds maître, des principaux effets négatifs suivants sur les facteurs de durabilité, qui sont également pris en compte pour le fonds nourricier par le biais de l'investissement du fonds nourricier dans le fonds maître :

- Émissions de gaz à effet de serre (GES)
- Empreinte carbone ;
- Intensité des GES des entreprises dans lesquelles l'investissement est réalisé ;
- Engagement dans des entreprises actives dans le domaine des combustibles fossiles ;
- Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales et

- Engagement dans des armes controversées. (...).“

Les modifications des Conditions spécifiques de placement entreront en vigueur le 16 mai 2025.

Si les porteurs de parts ne sont pas d'accord avec les modifications apportées aux Conditions spécifiques de placement, ils peuvent demander le remboursement sans frais de leurs parts auprès du fonds commun de placement OPCVM. Veuillez vous adresser à ce sujet à votre dépositaire.

Les conditions contractuelles en vigueur, le prospectus de vente ainsi que la fiche d'information de base peuvent être obtenus gratuitement auprès de la société DWS Investment GmbH et consultés en ligne sur le site www.dws.de. Le prospectus de vente actuel, la fiche d'information de base ainsi que les rapports annuels et semestriels et autres documents de vente du fonds maître sont disponibles auprès de DWS Investment S.A. et sur le site www.dws.com/fundinformation.

Francfort-sur-le-Main, mai 2025

La direction